

QUAND LA VIE LOCALE AIDE A PRENDRE CONSCIENCE DES ENJEUX EUROPEENS

Vertou, comme beaucoup d'autres communes, voit ses services publics fragilisés et engagés dans un processus de démantèlement, préparant les privatisations prochaines.

- Poste de Beoutour : menace de réduction des heures d'ouvertures (4h30 par semaine)
- EDF. GDF : fermeture de l'accueil physique
- Trésor Public : transfert du recouvrement de l'impôt des particuliers à Rezé

LES SERVICES PUBLICS DANS LA LIGNE DE MIRE DU CAPITALISME PREDATEUR

Conquêtes de la libération, ils se sont développés par la lutte des générations successives. Ils ont façonné, structuré notre société et constituent les piliers de la cohésion sociale (Egalité entre les citoyens et les territoires, justice sociale, Solidarité, progrès). Ils représentent les derniers remparts contre l'appétit du capital qui ne voit en eux que source de profit et rentabilité financière.

La remise en cause des services publics vient de loin, c'est le résultat de choix politiques pris au niveau national et européen par des chefs d'état et de gouvernements de droite et aussi socialistes. La pensée unique qui les réunit est basée sur l'application des dogmes de la « **concurrence libre** » et de la « **réduction des dépenses publiques** », dictés par Maastricht et le pacte de stabilité européen et que le projet de Constitution européenne va graver dans le marbre.

La Poste : *Octobre 2001, à Luxembourg, les 15 ministres européens dont le socialiste Christian Pierret s'accordent à poursuivre l'ouverture à la concurrence.

*Juin 2002, la nouvelle directive postale, adoptée par le conseil européen, mentionne l'horizon 2009 pour la déréglementation totale (2003 pour le courrier de 100g, 2006 pour celui de 50g), conformément à la « stratégie de Lisbonne » en Mars 2000, où Chirac et Jospin représentaient la France.

*Janvier 2005, la loi relative à la « régulation postale », votée par les députés UMP, transpose cette directive européenne et crée un « Etablissement de Crédit Postal ». Daniel Bouton président de la Fédération bancaire française et de la Société Générale déclare que « cette banque postale n'a qu'une vocation dans l'avenir , c'est d'être privatisée ».

On voit les dégâts de cette loi (la Loire-Atlantique a été Département pilote) :

- Fermeture de bureaux (Trentemoult, Gesvrine, Petit Mars, La Remaudière, La Regrippière...).

-Transformation en Agence postale ou Point Poste

-Réduction des horaires d'ouverture (ex : Beoutour, La Planche)

-Suppression d'emploi. -1 agent à Vertou.

-Flexibilité-précarité = de plus en plus de vacataires et de contractuel

Le Ministre de tutelle, Mr Devedjian a le mérite d'être clair : « le but de la réorganisation postale est de gagner en productivité pour faire face à la concurrence »

EDF GDF : même logique destructrice.

Mr Gadonneix, PDG d'EDF dit : « l'entreprise a vu sa rentabilité s'éroder, on est moins rentable que nos concurrents » ; alors q' EDF dégage 1 milliard de profits, soit +56% sur 2003.

GDF, pour 2004, a renforcé ses fonds propres et son autofinancement. Mais qu'importe, on supprime les « accueils physiques », (dont celui de Vertou), emplois sacrifiés, avec mutations imposées

La qualité du service public est sacrifiée car il n'y a plus de contact humain personnalisé !

Cette mesure s'inscrit dans les choix de la Droite gouvernementale, qui, l'été 2004, a procédé au changement de statut d'EDF-GDF et plus récemment à l'ouverture du Capital, appliquant les recommandations du Sommet de BARCELONE signé en 2002 par Chirac et Jospin.

le Trésor Public

La « Mission 2003 » n'a d'autre objet que la réduction des effectifs en diminuant fortement l'implantation de ses services, toujours au nom de la « Rentabilité – Rationalisation ». Ainsi pour Vertou, la partie recouvrement de l'Impôt pour les particuliers est transférée à Rezé. Vous avez dit proximité ?

Comment la vérité sur les restructuration des Services publics à Vertou a-t-elle vu le jour ?

Pour EDF-GDF, les représentants syndicaux m'ont demandé de les rencontrer pour m'exposer les décisions de leur direction (fermeture de l'accueil physique). Je les remercie sincèrement de m'avoir accordé leur confiance. La rencontre a eu lieu le 24/11/2004. J'informais la population par voie de presse, et le 26/11/2004 j'écrivais à Mr le Maire de Vertou en lui demandant que le Conseil municipal en soit saisi et se prononce contre. Mr le Maire a refusé. Sa réponse par courrier ne m'arrivera que le 21/01/2005 (près de 2mois après ma lettre) avec une proposition allant dans le sens des orientations de la Direction ; « un point téléphone EDF-GDF à la poste de Beautour ». Lors de la réunion publique à Beautour, le 21 Mars, il a refusé de condamner la fermeture de l'accueil physique qui a eu lieu le 25 Mars.

Pour la Poste, dénicher la vérité fut plus long et difficile. CONDORCET disait : « **La vérité appartient à ceux qui la cherchent et non à ceux qui prétendent la détenir** ».

A partir d'Octobre 2004, j'ai contacté, à plusieurs reprises, Mr GABARD, receveur de la Poste de Vertou et j'ai, aussi, questionné M. le Maire, en présence de Mme Gouezec, élue MRC, le 8/11/04. Leurs réponses imprécises, floues, renforçaient ma conviction que quelque chose se tramait, mais que personne voulait assumer.

C'est pourquoi, j'ai téléphoné à la Direction départementale de la Poste le Lundi 10/01/2005 où Mr MONGES, Directeur du Groupement postal, m'a donné 2 informations :

- 1) la réduction des horaires (- 4h30) à la poste de Beautour à partir du 1^{er} Mars 2005, avec la suppression d'1 agent sur Vertou.
- 2) il a adressé un courrier à Mr le Maire avant la fin de l'année 2004 pour lui notifier cette décision.

Comme pour les autres restructurations, Mr le Maire savait, avalisait et jamais il n'a informé les élus et la population !

Ce travail de transparence, de vérité était de sa responsabilité. Il a failli à sa mission. Comme pour EDF-GDF, c'est moi-même, qui ai réalisé ce travail d'information. Ainsi, le Mercredi 12/01/2005, le Comité tient une conférence de presse devant la Poste de Beautour pour alerter la population et appeler à la mobilisation.

A partir de ce moment-là tout s'accélère.

Nantes a connu la « folle journée », Vertou, « sa folle semaine » :

Réunion du Comité, campagne de signatures (+800 à ce jour), lettre ouverte au Maire, manifestation à la Poste de Vertou le 26/01/2005 avec occupation du bureau de Mr le receveur, en présence de 60 personnes, obligeant Mr MONGES à se déplacer et à s'expliquer.

Je voudrais mettre en avant le sérieux, la maturité et la responsabilité des personnes qui ont participé à cette initiative. Ils ne sont pas tombés dans les provocations de Mr MONGES et au contraire, par leurs arguments pertinents, l'ont mis en difficulté.

Cet événement, inédit à Vertou, a eu comme conséquence immédiate, une rencontre, 2 jours après, entre Mrs MONGES, GABARD, et DEJOIE, le Vendredi 28/01/2005. Le Samedi 29, dans un communiqué de presse, Mr le Maire annonçait que la direction postale reportait au 1^{er} Mai 2005 la réduction des horaires prévue le 1^{er} Mars, avec une nouvelle étude. La municipalité installant une permanence, près de la Poste, 3 demi-journées par semaine.

M. le Maire, bousculé par le mouvement citoyen, a tenté de s'attribuer les mérites du recul de la Direction postale. Mais les citoyens n'ont pas été dupes de sa manœuvre.

Non, l'enseignement qui saute aux yeux et que la droite, n'admettra jamais, c'est que lorsque les gens prennent leurs affaires en mains, ils deviennent irrésistibles !!! Sans la révélation publique, 3 mois avant, et sans la mobilisation exceptionnelle, la décision de la Direction postale aurait été entérinée, comme en 2000 (-5h), avec la caution de M. Dejoie.

Certes, c'est une première victoire, mais restons lucides, car rien n'est joué.

C'est pourquoi, le Comité a décidé de se réunir régulièrement en A.G. et de maintenir la mobilisation par des initiatives marquantes (présence nombreuse au Conseil municipal du 10 Février, Opération « Escargot » en voitures le 5 Mars dans Vertou, qui a connu un réel succès, distribution de tracts sur le marché et à la porte des écoles, rassemblement avec les autres collectifs à la Direction départementale de la Poste, le 30 Mars, où une délégation a été reçue). **Les objectifs du Comité ont été rappelés :**

refus de toute réduction d'horaire, quelque soit le résultat de la prochaine étude, car Beautour est en expansion et regroupe 5000 habitants. Ouverture d'un 2^e guichet les jours de forte affluence(Lundi après-midi et Vendredi). Extension des heures d'ouverture (lundi matin. certains jours à 18h. et 12-14h). Création d'emplois de postiers.

Un autre épisode est inquiétant pour la Démocratie.

Au Conseil municipal du 10/02/2005, Mr le Maire a refusé le vote d'une motion que j'ai soumise, pour que les élus expriment leur opposition aux démantèlements des Services publics sur leur commune.

De nombreux maires et conseils municipaux, de sensibilités différentes, ont clairement dit Non ! (ex : Pornic, St Joachim, Châteaubriant, etc...).

Pour protester contre ce déni de démocratie, j'ai quitté la séance du Conseil avec Mme Annie Gouezec.

Les usagers, qui se battent depuis des semaines, étaient en droit de compter sur une condamnation claire de la Municipalité. Cela aurait contribué à isoler davantage les Directions des Services publics et encourager les citoyens dans leur mobilisation.

Mr le Maire préfère parler de « Modernisation » pour expliquer la réduction de l'offre des Services publics. Cet argument atténue sensiblement sa prétendue volonté de défendre les Services publics et cache mal son accord de fond avec la politique de casse de la Droite-Médef. Pour eux, la modernisation est la nouvelle idéologie du déclin et de la régression.

Non, modernisation doit signifier progrès, amélioration pour les usagers et les personnels!

Je ne peux que condamner également la position de l'élue socialiste, conseillère générale, Mme LHOSTIS, qui, lors de ce Conseil municipal, n'a pas eu un mot pour défendre les services publics, ni pour appuyer l'action des Vertaviens, mais au contraire a été dans le sens de Mr le Maire et des Directions de la Poste et d'EDF en justifiant l'action du Conseil Général qui cautionne la mise en place de « point phone EDF » à la Poste.

Il y a ceux qui capitulent et ceux qui choisissent la révolte.

A méditer, cette pensée de Jean JAURES : « **Ce n'est pas seulement par la force des choses que s'accomplira la révolution sociale, c'est par la force des hommes, par l'énergie des consciences et des volontés** ».

Pour terminer, j'en viens au titre de mon article.

J'invite les vertaviens à réfléchir, à la lumière de leurs actions pour sauvegarder et améliorer leurs services publics, et cela à quelques semaines du Référendum sur le projet de Constitution Européenne.

Leur mobilisation est une véritable « leçon de chose politique » pour faire le lien entre leur vie quotidienne et enjeux européens.

Je voudrais attirer leur attention, que les sujets pour lesquels ils se mobilisent, à savoir **les services publics**, ne sont plus mentionnés dans le projet de Constitution. Ils sont dérogatoires, remplacés par les « Services d'intérêt économique général », et **corsetés par un principe qui devient obsessionnel, car répété 78 fois dans le texte : « une économie de marché où la concurrence est libre et non faussée ».**

Ainsi, n'apparaîtrait-il pas contradictoire de vouloir défendre les Services publics et approuver le projet de Constitution ?

C'est comme si, pour utiliser une expression plus commune, on se donnait des bâtons pour se faire battre.

Mais je reste persuadé que leur mobilisation très déterminée ne peut que les aider à prendre conscience qu'il faut un autre traité européen, basé sur la coopération et non la concurrence.

Michel GOUTY